

C O M P T E - R E N D U



Colloque FRANCE-RUSSIE

2^{ème} édition - 24 avril 2014

COMPTE-RENDU DU COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'OBSERVATOIRE FRANCO-RUSSE ET L'IRIS, EN PARTENARIAT AVEC MEDEF INTERNATIONAL ET LE CCIFR, LE JEUDI 24 AVRIL 2014, SALLE VICTOR HUGO, PARIS.





2^{ème} ÉDITION

Colloque FRANCE-RUSSIE

Jeudi 24 avril 2014

Paris - Salle Victor Hugo

(Immeuble Jacques Chaban-Delmas - 101, rue de l'Université, Paris 7e)

9H00 - ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

Pascal BONIFACE, Directeur de l'IRIS

Emmanuel QUIDET, Président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCIFR)

Yves-Thibault de SILGUY, Vice-président, MEDEF International

9H30 - QUELLES RELATIONS FRANCO-RUSSES EN 2014 ?

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, Sénateur du Territoire de Belfort, représentant spécial de la France pour la Russie

S. E. M. Alexandre ORLOV, Ambassadeur de Russie en France

Raphaël BELLO, Chef de service des affaires bilatérales et de l'internationalisation des entreprises, Direction Générale du Trésor, ministère de l'Économie et des Finances

Andreï KORTOUNOV, Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Emin ISKENDEROV, Président Directeur Général, Hermitage

Bruno COTTE, Directeur général international, SAFRAN

Modérateur :

Arnaud DUBIEN, Directeur de l'Observatoire franco-russe

11h00 - Pause-café

11H30 - REGARDS CROISÉS SUR L'UKRAINE ET LE « VOISINAGE COMMUN » RUSSO-EUROPÉEN

Eric FOURNIER, Directeur de l'Europe continentale, ministère des Affaires étrangères

Mikhail REMIZOV, Président de l'Institut de stratégie nationale

Dmytro VYDRIN, Politologue (Kiev)

Pat COX, Ancien envoyé spécial du Parlement européen pour l'Ukraine

Yves POZZO DI BORGIO, Sénateur de Paris, vice-président de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Sénat

Thierry MARIANI, Député de la 11^{ème} circonscription des Français de l'étranger, co-président du Dialogue franco-russe*

Modérateur :

Sergueï KARAGANOV, Président du Club de Valdaï

13h00 - Pause déjeuner libre

14H30 - QUELLES RECOMPOSITIONS AU MOYEN-ORIENT ?

Vitaly NAOUMKINE, Directeur de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie

Alain MARSAUD, Député de la 10^{ème} circonscription des Français établis hors de France, membre de la commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale

Evgueni LOUKIANOV, Secrétaire-adjoint du Conseil de sécurité nationale de la Fédération de Russie

Jean GLAVANY, Député des Hautes-Pyrénées, membre de la commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale

Modérateur :

Fiodor LOUKIANOV, Rédacteur en chef de *Russia in Global Affairs*

16h00 - Pause-café

16h30 - L'AVENIR DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE RUSSE ET DES COOPÉRATIONS AVEC LA FRANCE

Konstantin SIMONOV, Directeur de la Fondation pour la sécurité énergétique nationale

Jacques de BOISSÉSON, Directeur général, Total Exploration & Production Russie

Sergueï NOVIKOV, Directeur de la communication, Rosatom
Un représentant d'EDF

Vincent PRINGAULT, Co-directeur du centre franco-russe pour l'efficacité énergétique

Modérateur :

Ekaterina TROFIMOVA, 1^{ère} vice-présidente de Gazprombank

18H00 - DISCOURS DE CLÔTURE

S. E. M. Jean-Maurice RIPERT, Ambassadeur de France en Russie

Guennadi TIMTCHENKO, Actionnaire principal de NOVATEK, président du Conseil économique des entreprises françaises et russes

Christophe de MARGERIE, Président Directeur Général de TOTAL, co-président du Conseil économique des entreprises françaises et russes

18h30 - Fin du colloque

- > Traduction simultanée franco/russe
- > Une pièce d'identité sera demandée à l'entrée

* sous réserve

Compte-rendu

« Colloque FRANCE-RUSSIE »

2^{ème} édition

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE



Pascal Boniface, directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), ouvre ce deuxième colloque dans un contexte politique et stratégique particulièrement adapté. Identifier les divergences entre Français et Russes, sur la Crimée, l'Ukraine, la Syrie permettrait de ne pas aboutir à un désaccord général avec l'identification parallèle des

points de convergence comme la parfaite coopération au Mali ou les avancées considérables sur l'Iran avec l'accord 5+1. M. Boniface rappelle que la France a également des désaccords avec d'autres pays, y compris avec ses alliés comme les Etats-Unis concernant la guerre d'Irak en 2003, et que l'essentiel demeure de trouver des points de rapprochement avec les autres Etats. Deux principes seront abordés aujourd'hui et sont en compétition selon M. Boniface : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'intégrité territoriale. L'un peut être privilégié à l'autre selon les acteurs et il pourrait être particulièrement intéressant de trouver un point commun et une définition claire de ces principes.

La guerre froide est terminée, mais il semble exister un décalage entre la réalité stratégique et l'analyse intellectuelle du fait des difficultés d'évolution des catégories mentales et des raisonnements. Le problème principal est la mauvaise gestion de la fin de cette période historique. D'un côté, George Bush proclamait en 1992 que la victoire américaine dans la guerre froide avait entraîné une demande mondiale de suprématie des Etats-Unis. De l'autre côté, le même président américain célébrait le nouvel ordre mondial dans une vision multilatérale du monde pendant que François Mitterrand favorisait la CSCE. Finalement, l'étape clé de l'équilibre entre ces deux tendances a été manquée lors de la guerre du Golfe en 1990-1991. L'URSS avait voté en faveur de la résolution autorisant l'usage de la force

contre l'Irak si les troupes de Saddam Hussein ne quittaient pas le Koweït avant le 15 janvier 1991. Cela démontre la volonté de Mikhaïl Gorbatchev de rompre les anciennes alliances et la possibilité qui existait alors de fonder une nouvelle pensée mondiale. Pour la première et seule fois, la Charte de Nations Unies avait fonctionné telle qu'elle avait été prévue en 1945, promouvant un nouveau système de sécurité collective. Cet espoir est cependant vite retombé. La construction du nouveau monde multipolaire aurait nécessité la mise en place d'un cycle de conférences internationales. C'est une étape manquée qui s'est caractérisée par une prise en compte insuffisante de la fin de la bipolarité et un désir de triompher trop tôt, illustré notamment par l'élargissement de l'OTAN.. M. Boniface conclut en rappelant l'importance de maintenir le dialogue entre amis et remercie tous les partenaires français et russes qui ont répondu à l'invitation.

Emmanuel Quidet, président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe, remercie les organisateurs du colloque. La période actuelle est difficile et il règne une certaine inquiétude dans les milieux d'affaires franco-russes. Tous les dialogues bilatéraux doivent être maintenus dans les sphères politique, économique, et académique. La France est aujourd'hui le troisième voire le second investisseur étranger en Russie, plus de 1 200 de ses entreprises sont présentes sur le territoire russe, 6 000 à 7 000 entreprises françaises exportent vers la Russie, représentant des centaines de milliers d'emplois. Le partenariat économique s'étend dans toutes les activités (automobile, banque, agroalimentaire etc.), autant de marchés clés pour la France. Des sanctions économiques pourraient avoir des conséquences désastreuses pour les deux pays. Le dialogue doit perdurer avec la Russie qui est une grande terre d'opportunités pour les entreprises françaises, avec des fondements économiques sains, un faible endettement, d'importantes réserves de change, une classe moyenne puissante, une consommation stable voire croissante. La taille, la population, le dynamisme économique, l'attachement culturel de la Russie à la France font de la Russie un marché particulièrement attrayant pour la France. M. Quidet rappelle la nécessaire vision à long terme de la France et de la Russie.



Yves-Thibault de Silguy, vice-président du MEDEF International, prend à son tour la parole et remercie les organisateurs. Il rappelle que 1 200 sociétés françaises sont implantées et



travaillent en Russie. Le pays est une priorité stratégique pour les entreprises françaises, à un moment où la croissance demeure faible dans notre pays et dans l'Union européenne. Il existe une volonté forte de poursuivre et de développer les coopérations franco-russes dans de nouveaux domaines, de

nouveaux projets du fait des liens inexorables entre les économies et les entreprises des deux pays, des liens de dépendance, de coopération, d'échange à fort potentiel. Ces relations sont anciennes et reposent sur une confiance mutuelle construite progressivement. M. de Silguy confesse son inquiétude de voir les liens économiques entre les deux pays affectés par les évolutions récentes et craint pour le futur. Les entreprises françaises et russes poursuivront leurs efforts et maintiendront leur partenariat tant que cela demeurera possible, en espérant que le fruit d'années de travail ne sera pas détruit.

Chantal Guittet, députée du Finistère, présidente du groupe d'amitié France-Russie à l'Assemblée nationale, remercie également les organisateurs de ce colloque et souligne son importance en cette période. Cette année, la Fédération de Russie s'est imposée comme l'un des acteurs majeurs de la scène internationale, se posant comme défenseur des libertés publiques avec l'affaire Snowden, acteur de la négociation multilatérale dans la crise syrienne, et aujourd'hui comme acteur principal dans la crise ukrainienne. La diplomatie russe a su diversifier ses angles d'attaques, en prenant compte du déplacement des centres de gravité du monde vers l'Asie/Pacifique. Elle utilise pleinement et avec beaucoup d'habileté les armes que lui donne la puissance financière énergétique, et a su valoriser son statut d'économie émergente. Les relations franco-russes sont anciennes, à la base d'une amitié particulière, marquée par des malentendus à répétition, des ruptures et des



rapprochements autour d'intérêts communs. La Russie a toujours été aux côtés de la France, faisant front commun lors de nombreux conflits, de l'Autriche au XVII^e siècle, en passant par l'Allemagne au XX^e siècle jusqu'au Mali récemment. Les échanges intellectuels et artistiques sont anciens et se poursuivent. Mais l'histoire des deux pays a été marquée par une incompatibilité forte entre les deux régimes. Les relations franco-russes ont donc un riche passé, les liens actuels demeurent complémentaires, notamment d'un point de vue économique, puisque la Russie est un acteur incontournable pour la France et l'Union européenne. Il s'avère alors essentiel de trouver des solutions pour rendre compatibles des partenariats économiques équilibrés et porteurs de développement entre l'Union européenne et l'Union eurasiatique. De plus, la France et la Russie doivent réussir à discuter de leurs divergences diplomatiques, considérant que l'économie ne doit pas prendre le pas sur les droits de l'Homme et le respect des traités internationaux. Toutefois, ces divergences ne doivent pas empêcher le dialogue vers la construction d'un ensemble paneuropéen plus stable, plus sûr, plus prospère. La France comme la Russie ont une responsabilité particulière dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale, dans le respect de l'intégrité des territoires et des peuples, qui doivent décider sans pression extérieure l'avenir de leur pays. Mme Guittet envisage un dialogue fructueux possible entre les deux pays et souhaite une meilleure compréhension réciproque.

TABLE-RONDE : QUELLES RELATIONS FRANCO-RUSSES EN 2014 ?



Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, procède à l'ouverture de la première table ronde et souhaite que celle-ci soit orientée autour de deux questions : la délimitation de l'ampleur des dommages créés dans la relation bilatérale et la nature de la vision à moyen terme de la relation entre

Paris et Moscou aussi bien dans le domaine économique que politique.

Jean-Pierre Chevènement, sénateur du territoire de Belfort, représentant spécial de la France pour la Russie, remercie à son tour les organisateurs de la rencontre. Il se demande s'il est possible de préserver voire de développer la relation franco-russe en 2014 et considère à cette fin que cette dernière doit rester dominée par ses fondamentaux : une relation enracinée dans l'histoire des deux peuples, comme l'illustrera la commémoration du centenaire de la première Guerre mondiale avec le rôle majeur du front russe de 1914 à 1917 ; la complémentarité économique des deux pays et l'intérêt réciproque de leur développement ; une attraction culturelle forte ; des liens politiques et diplomatiques entre deux puissances disposant de sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU et rendant inextricable tout problème sans le concours d'au moins un des deux grands pays, les solutions passant le plus souvent par l'un des deux. L'Afghanistan, l'Iran, la Syrie, la question palestinienne, l'Ukraine, le Sahel, le développement de l'Afrique, le terrorisme djihadiste, le contrôle des armes nucléaires, la paix dans le monde, sont autant de sujets qui posent la nécessité d'une vue plus générale et plus cohérente entre la France et la Russie. S'il existe des points de divergence recensés et insuffisamment approfondis, il existe également des intérêts communs, rendant nécessaire le rapprochement entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, rendant réelle la vision de la Grande Europe du Général de Gaulle qui s'étendrait de l'Atlantique aux rivages du Pacifique. Le mirage du temps court est un danger auquel les hommes politiques doivent échapper en remplaçant l'instantanéité par la longue durée et l'histoire dans leurs perceptions, la politique ne se résumant pas à la communication.



La crise ukrainienne obscurcit la relation franco-russe, mais elle peut être résolue par des moyens politiques et par la volonté de chercher à comprendre le point de vue de l'autre. Les événements de la place Maïdan peuvent être ainsi conçus comme une révolution ou comme un coup d'Etat selon les visions individuelles. La Russie s'est, elle, sentie poussée dans ses retranchements par un processus anticonstitutionnel interne et a remis en cause le principe de l'intégrité territoriale au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'affaire est complexe, la Crimée étant historiquement russe mais étant formellement et juridiquement ukrainienne, et la conciliation de ces deux principes, également reconnus par l'ONU, ne peut

résulter que d'une négociation et d'un accord menant à un référendum, mais ce ne fut pas le cas. La question actuelle est de savoir comment éviter la déstabilisation de l'Ukraine toute entière et qui pourrait engendrer une crise économique et politique grave en Europe. Dans cette perspective, M. Chevènement considère comme nécessaire l'application de l'accord de Genève, conclu entre l'Ukraine, la Russie, les Etats-Unis et l'Union européenne, qui prévoit l'évacuation des bâtiments publics et l'octroi d'une autonomie substantielle aux régions. Il faut donc qu'émerge la volonté d'appliquer cet accord et d'en créer les conditions par l'organisation de réunions avec les parties concernées, sinon les élections du 25 mai seront risquées. La déstabilisation durable de l'Ukraine n'est dans l'intérêt ni de la Russie, ni de l'Union européenne. Ce problème recouvre trois dimensions, économique, de structure politique et de statut politico-militaire, qui peuvent être résolues sur la base de principes réalistes et conformes au droit international. Aucun pays n'a intérêt à une nouvelle guerre froide, les antagonismes idéologiques d'un tel affrontement n'existent pas et Vladimir Poutine ne veut pas recréer l'URSS mais faire de la Russie un grand pays moderne et qui compte. Le réalisme l'emportera sur l'idéologie et il est temps de procéder à la désescalade et à l'assainissement négocié de la situation actuelle, de faire de l'Ukraine un pont neutre entre l'Union européenne et la Russie, tout en mettant en place une répartition interne claire des compétences entre le niveau national et régional, et en lançant une remise à niveau économique avec une aide extérieure qui devra veiller à mettre fin aux phénomènes de rente et de corruption.

La France et la Russie doivent revenir à leurs fondamentaux, les liens économiques, outre les multiples partenariats qui peuvent exister. La France investit 12 milliards d'euros en Russie, les exportations françaises en Russie représentaient 9,1 milliards en 2012, le solde général des échanges étant généralement déficitaire de quelques milliards du fait des importations françaises de gaz et de pétrole russes qui représentaient plus de 13 milliards en 2012. Mais les échanges franco-russes se classent après ceux avec l'Allemagne (l'aéronautique et l'espace étant le seul domaine où la France la dépasse) dont le montant des exportations est quatre fois supérieur et ceux avec l'Italie. En 2013, le montant des échanges globaux a diminué de 14,4% du fait de la récession mondiale, les investissements français en Russie ne suffisent pas à stimuler les exportations françaises et les investissements russes en France sont faibles (autour d'un milliard d'euros). La Russie représente le troisième débouché de la

France, hors UE, après la Chine et les Etats-Unis et pourrait représenter un relais de croissance important, notamment pour les PME françaises. Des possibilités de coopération plus intenses sont possibles dans d'autres régions russes et d'autres domaines français, la stagnation économique n'explique pas l'insuffisance de ces liens. Le facteur politique interagit fortement avec l'économie et une relance politique forte pourrait permettre de surmonter le trou d'air actuel. Il appartient aux Etats de créer un contexte politique et psychologique favorable. En France, la russophobie des médias est idéologique alors que l'opinion publique est russophile du fait de l'histoire commune. La priorité doit donc être donnée à la négociation dans tous les domaines à cause de l'influence des relations internationales sur l'ensemble des secteurs. M. Chevènement conclut son intervention en se montrant optimiste quant aux relations franco-russes dont le développement répond aux intérêts mutuels des deux pays.



S. E. M. Alexandre Orlov, ambassadeur de Russie en France, remercie les organisateurs. Il tire comme leçon du passé la nécessité pour la France et la Russie d'éviter d'être amenées dans une guerre malgré elles. Pour S.E.M. Orlov, le projet d'une Europe de l'Atlantique au Pacifique permettrait d'éviter les crises

comme celle de l'Ukraine par une construction par le haut d'un grand espace économique et humain dans l'intérêt européen et russe. Il considère que les relations franco-russes sont confrontées à plusieurs difficultés. En premier lieu, aujourd'hui, l'économie a pris le pas sur la politique dans la diplomatie russe, mais également française, sans agenda positif, plongeant les relations entre les deux pays dans un temps d'incertitude avec un manque crucial d'un objectif stratégique commun. Deuxièmement, selon lui, la France aurait délégué trop de souveraineté à l'Union européenne dans le domaine de la politique étrangère et à présent c'est cette dernière qui dicte l'agenda politique dans les relations avec la Russie, la France aurait perdu son identité et se serait dissoute dans un grand espace européen sans visage, elle devrait alors chercher à réaffirmer son autonomie dans la politique étrangère. Troisièmement, la campagne de fabrication de l'ennemi par les médias français mène à une construction de la Russie comme l'empire du Mal, un ennemi potentiel et l'accumulation de

ces images crée dans l'opinion publique une méfiance et un climat propice à l'explosion, bien qu'une partie des Français maintiennent leur sympathie envers la Russie. Enfin, la vie internationale semble être dégradée avec un système primitif d'adoption de sanctions pour punir l'autre au lieu de débattre et de discuter. Selon S.E.M. Orlov, le Quai d'Orsay cherche à présent à freiner les relations avec la Russie, frilosité qu'il retrouve parmi les députés et les sénateurs alors que les acteurs économiques semblent décidés à poursuivre cette coopération avantageuse. Il demeure confiant dans les relations franco-russes, car si elles ont connu des périodes difficiles, les deux pays sont voués à s'entendre étant deux acteurs majeurs en Europe et dans le monde. Des efforts sont nécessaires de part et d'autre pour s'entendre, les discussions doivent être intensifiées à tous les niveaux dans l'intérêt commun.

Boris Titov, médiateur en charge de la protection des droits des entrepreneurs auprès du président russe, affirme que la majorité des entrepreneurs russes soutenait la décision russe en Crimée, se joignant aux 90% de la population favorables qui pensaient qu'il ne pouvait en être autrement pour protéger les populations russophones car les 20 000 militaires ukrainiens auraient appliqué l'ordre donné par Kiev. La situation de la Crimée est la conséquence de l'une des décisions illogiques de l'URSS et la décision russe était donc humaine et humanitaire, sans autre intérêt russe puisque la Crimée représente des pertes économiques. Elle n'a pas de gaz, de pétrole ou de ressources naturelles intéressantes pour l'économie russe. Le revenu par habitant y est comparable avec celui de la Tchétchénie ou de l'Ingouchie dans la Fédération de Russie et la corruption y est beaucoup plus élevée que dans le reste de la Russie. Cette dernière a engagé des dépenses financières importantes pour adapter l'économie de la Crimée à la législation et au système économique de la Russie et rencontre des problèmes (dépôts des banques, enregistrements des contrats, décalages dans le contrôle de qualité des produits etc.). Pour M. Titov, s'est produit un problème de communication entre l'Occident et la Russie qui n'a pas eu le temps d'exposer toutes les raisons à la récupération de la Crimée face à l'urgence.



Il tient à rappeler le calme et le pragmatisme des entrepreneurs russes face à la situation actuelle et à souligner la longévité des relations humaines.

Raphaël Bello, chef de service des affaires bilatérales et de l'internationalisation des entreprises, Direction Générale du Trésor, ministère de l'Économie et des Finances, remercie les organisateurs. Les relations économiques entre la Russie et la France ainsi que l'Union européenne sont inscrites dans la durée et ne sont pas de même nature que les liens politiques qui sont soumis à la temporalité et à la variabilité. Les acteurs économiques ne sont pas aveugles au climat politique puisque les domaines économique et politique sont liés, comme le montrent les sanctions, ou les améliorations possibles d'une relation politique difficile par le biais d'une bonne entente économique (à l'instar des relations franco-allemandes).



Par ailleurs, selon M. Bello, la relation bilatérale dépend de la santé de chacun des partenaires puisqu'aujourd'hui ni la Russie, ni l'Union européenne ne connaissent des situations très positives. En Russie, la croissance semble avoir atteint un seuil entre 0 et 1%, se produit une « sortie » de capitaux avec 64

milliards de dollars sortis pour le premier trimestre 2014 contre 63 milliards pour l'ensemble de l'année 2013, la valeur du rouble a baissé de 8% depuis le début de l'année, mais elle dispose toutefois de près de 500 milliards de réserves de change. En France et en Union européenne, la crise de l'euro semble être surmontée mais la croissance n'est toujours pas au rendez-vous, des risques de déflation apparaissent et d'autres chocs internes sont encore envisageables. L'amélioration des situations internes est donc nécessaire avant de pouvoir espérer une évolution des relations bilatérales.

L'interdépendance demeure une donnée clé entre la Russie et l'Europe qui importe de Russie 136 milliards de mètres cubes de gaz (sur un total de 404 milliards importés), avec des taux de dépendance très variables d'un pays à l'autre, soit les deux tiers des exportations du gaz russe. De plus, l'Europe représente pour la Russie 50% de ses échanges tandis qu'à l'inverse seuls 10% des échanges européens sont réalisés avec la Russie, sans parler de la question des investissements. Les objectifs de dialogue doivent donc tenir compte de ce

schéma complexe, à la fois économique et politique. Les sanctions économiques interviennent au nom des valeurs essentielles de la construction européenne et si elles sont devenues un outil de gestion de crise qui peut se révéler insatisfaisant, elles n'ont pas d'alternative possible et permettent d'alimenter le dialogue. Leur nature est asymétrique puisque les sanctions ne doivent pas être trop critiques et négatives pour les populations, tout en veillant à leur efficacité et en sachant demeurer flexible, avec des possibilités de désescalade.

Andreï Kortounov, directeur général du Conseil russe pour les Affaires internationales, remercie les hôtes du colloque. Il considère la situation actuelle comme un moment critique et ne veut pas sous-estimer la profondeur de la crise de 2014 qui pourrait se révéler être un



moment charnière des relations internationales en Europe. Il propose une analyse en trois temps. De prime abord, concernant le passé, M. Kortounov se demande si la crise était le fruit du hasard et d'un enchaînement d'événements non désirés ou bien si elle était inévitable. Si un certain nombre d'erreurs ont amplifié la crise, elle a selon lui des causes

profondes enracinées dans le Sud Caucase en 2008, en Yougoslavie, dans l'intervention des Etats-Unis et de leurs alliés en Irak, dans les 20 dernières années post-guerre froide où des forces différentes ont essayé de saper les fondements du système international au nom de mesures unilatérales et de force. Une réflexion sur les raisons de l'échec d'un nouvel ordre mondial permettrait de sortir de la crise actuelle. Ensuite, s'agissant du présent, pour M. Kortounov, la crise n'est pas finie et il existe un réel risque d'escalade, de démembrement de l'Ukraine et d'un climat de nouvelle guerre froide. Demeurent de nombreuses inconnues en Russie sur les futures sanctions européennes, sur les résultats des élections européennes, sur les futurs dirigeants de Bruxelles et leur approche face à la Russie. Les contacts humains et les coopérations doivent être préservés entre la France et la Russie comme base des relations bilatérales qui sont menacées. Par ailleurs, les sanctions pourront avoir des conséquences dommageables sur l'économie russe, mais elles n'auront pas nécessairement des effets politiques. Enfin, à l'avenir, le problème majeur paraît être la perte de contrôle du

Le système mondial et le chaos semble aller croissant, les organisations internationales perdent leur rôle, les politiques extérieures connaissent une renationalisation. M. Kortounov espère un futur différent et la mise en place de nouveaux instruments de contrôle de la politique mondiale, la coopération franco-russe pourrait alors avoir un nouveau champ d'action avec des possibilités de réflexion indépendante et de stratégie propre.

Emin Iskenderov, président Directeur Général du groupe Hermitage, présente son entreprise et rappelle que chaque partie a le droit d'effectuer les choses à sa manière, par conséquent il regrette la mise en place de sanctions avant que chaque partie ait compris l'autre. De plus, il considère l'attitude française comme intelligente face à cette crise, sans décision rapide. Mais, selon lui, la presse a un parti pris hostile vis-à-vis de la Russie, décrite comme une tyrannie militaire alors que c'est un pays moderne et démocratique et il pourrait être intéressant que la presse donne également le point de vue russe. Les entreprises sont, elles, obligées de continuer à avancer pour montrer que politique et économie peuvent être dissociées et qu'il est important que l'économie russe soit ouverte à l'international, que des entrepreneurs russes soient présents en France. Les acteurs économiques peuvent user de leur poids dans les relations bilatérales. La France et la Russie ont une longue histoire commune, présentent des points communs dans leur pensée et mentalité, l'amitié entre les deux pays existe.



Bruno Cotté, directeur général international de SAFRAN, considère que les frontières entre économie et politique semblent s'estomper, notamment dans le domaine des hautes technologies et encore plus spécifiquement dans celui



des technologies critiques où les clients ne sont pas anonymes mais les produits sont vendus à des systèmes multiformes avec des considérations politiques et économiques de long terme. La prudence est donc de mise dans les investissements et la

confiance nécessaire, les crises comme celle de Crimée ne sont pas neutres. Le politique et

l'économique ne sont pas en opposition pour M. Cotté qui adopte plutôt la vision de Karl Marx percevant l'économie comme la base et le politique comme la superstructure, l'un ne peut aller sans l'autre. Si la France a besoin de la Russie, la réciproque est également vraie puisque 50% du commerce russe a lieu avec l'Europe, 10% avec les Etats-Unis, 5% avec la Chine. La Russie n'est pas un simple voisin, mais un véritable partenaire européen avec des racines et des cultures communes fortes. L'interdépendance est évidente et dominante, la dissuasion économique peut alors être plus efficace mais les sanctions et restrictions économiques peuvent mener à une redistribution des cartes mondiales, pouvant être au détriment de l'Europe et profiter à d'autres acteurs. La politique française est réaliste et à l'écoute, mais le décalage persiste non pas entre la politique et l'économie, mais entre la politique économique et le domaine médiatique qui connaît en France une dérive anglo-saxonne, partisane et pouvant avoir des conséquences majeures.

TABLE-RONDE : REGARDS CROISÉS SUR L'UKRAINE ET LE « VOISINAGE COMMUN » RUSSO-EUROPÉEN

Sergueï Karaganov, président d'honneur du Conseil de politique étrangère et de défense (SVOP), ouvre la deuxième table ronde en rappelant qu'en 2004 il avait prévenu les chercheurs et politiques occidentaux que, pour intégrer l'Ukraine dans l'Union européenne, il faudrait qu'ils frappent la Russie ou ce serait la Russie qui frapperait, ce qui s'est produit avec le retournement russe. La politique de Versailles avec des gants de velours appliquée à la Russie depuis 20 ans a pu dissimuler un temps les ambitions passées, mais un jour ou l'autre le ressort devait sauter. Ainsi, les événements en Ukraine résultent des failles du système de sécurité européen et des relations entre la Russie et l'Occident. Si les prémices de la crise étaient présentes, ce sont les forces extérieures qui ont provoqué la montée des tensions et non les mouvements internes ukrainiens. Les Ukrainiens ont alors été sacrifiés sur l'autel de la politique de Versailles et sont devenus la chair à canon de cette lutte politique. Il est alors essentiel de réfléchir à la



sortie de crise pour éviter la guerre civile et le chaos total.



S. E. M. Jean-Maurice Ripert, Ambassadeur de France en Russie, postule que la crise en Ukraine marque l'entrée dans un nouveau monde dans la mesure où la Russie a décidé de recourir à de vieilles méthodes pensées révolues pour tenter de créer une zone d'influence dans des conditions difficilement

imaginables depuis la fin de l'URSS et de la guerre froide. Le mouvement du Maïdan était spontané et populaire contre une décision du gouvernement. La France a assumé ses responsabilités au sein du Triangle de Weimar avec l'Allemagne et la Pologne pour tenter de discuter avec le pouvoir et l'opposition ukrainiens, menant à un accord que la Russie a refusé de signer. La France n'a pas accepté et n'acceptera pas l'annexion illégale de la Crimée par la Russie, position d'ailleurs confirmée par d'autres Etats comme l'a montré le vote à l'Assemblée générale de l'ONU. Les mesures restrictives adoptées demeureront tant que la situation perdurera et l'Union européenne est prête à prendre des mesures économiques encore plus sévères si la situation perdure dans l'Est et le Sud de l'Ukraine. Le dialogue engagé à Genève le 17 avril doit se traduire par une réelle désescalade, avec la nécessité du retour de l'Etat de droit, le désarmement de tous les groupes armés, la lutte contre l'extrémisme, des élections libres sous contrôle international, la reconnaissance des droits des minorités et un processus de réforme constitutionnelle. Les partenaires de l'Ukraine doivent laisser le peuple ukrainien s'exprimer sans interférer dans ce processus démocratique afin de garantir l'élection d'autorités légitimes et incontestables. Mais les menaces russes ne contribuent pas à apaiser les tensions alors que la Russie pourrait contribuer à mettre fin aux actions violentes des milices. Kiev n'a pas à choisir entre Bruxelles et Moscou, les relations internationales ne sont pas un jeu à somme nulle, et Européens, Russes, Américains doivent discuter et soutenir le processus de réforme structurelle profonde vers une économie ukrainienne ouverte et performante, libre de toute corruption, condition pour garantir un Etat de droit et la démocratie. L'Union européenne, qui mettra un milliard d'euros à la disposition de Kiev, s'est engagée à contribuer à la réforme des systèmes de sécurité avec l'OSCE et l'arme du gaz russe s'avèrerait inefficace et

inoportune.

Les relations économiques, politiques, culturelles franco-russes doivent être préservées mais il est nécessaire de tenir compte de ce qu'il se passe et on ne peut poursuivre le « business as usual ». La France participe activement aux décisions européennes et a un poids certain dans les décisions américaines. Les relations euro-russes sont également affectées par la crise ukrainienne, alors que de nouvelles perspectives étaient envisageables lors du sommet UE-Russie de janvier 2014 avec la reprise des discussions sur un accord commercial, sur le partenariat oriental. Les mesures restrictives européennes ont été adoptées à l'unanimité et ne cherchent pas à punir la Russie, mais à rendre responsables les preneurs de décision. Les méthodes et les perceptions diffèrent, que ce soit sur la place de l'individu dans la société ou concernant le partenariat oriental considéré comme une possibilité d'extension de l'Etat de droit et de la réforme économique contrairement à la Russie qui y voit une menace de l'Union européenne et de l'Ouest envers ses intérêts historiques. La Russie considère de manière générale les relations internationales comme une lutte d'influence entre deux blocs et veut recréer une Russie forte qui permettrait de faire fonctionner un monde bipolaire, qu'elle conçoit comme gage de paix et de stabilité en Europe. L'Europe est ramenée à un allié faible et aligné sur les Etats-Unis, ce qui a conduit Moscou à mal interpréter et rejeter des offres de partenariat de bonne foi. Il faut arriver à surmonter ensemble le fossé entre ces deux perceptions pour sortir du système de crises actuel. L'interdépendance est réelle, pour le gaz ou les échanges commerciaux bilatéraux, et l'apaisement des tensions pourrait, il l'espère, permettre la renaissance du projet d'espace économique commun de Lisbonne à Vladivostok, concept d'unification d'Europe et non de division. Mais ce projet requiert le renoncement russe à la création d'une nouvelle zone d'influence qui se fonderait sur l'affirmation d'un nationalisme russe fort doté d'une composante religieuse, largement promu aujourd'hui, ainsi que le renversement de la tendance à l'étouffement de la société civile russe (médias, ONG, instances de débat, libertés fondamentales).

Mikhaïl Remizov, président de l'Institut de stratégie nationale, tient à mettre en exergue trois phénomènes essentiels. Premièrement, la nation politique ukrainienne en construction se forme sur des bases antirusses, avec une part de responsabilité incombant à la Russie qui n'a pas mené une politique d'ensemble vis-à-vis de l'Ukraine et s'est trop éloignée de Kiev,

les relations bilatérales étant principalement marquées par des guerres du gaz. Deuxièmement, la nation ukrainienne en formation sur le Maïdan exclut une grande partie de la population ukrainienne, bien que les événements du Maïdan aient mobilisé une masse populaire. Ainsi, la Crimée s'est retrouvée repoussée par le Maïdan, l'opinion publique n'y a pas été créée par la propagande russe mais par les médias ukrainiens devenus porte-parole du Maïdan et cette propagande a repoussé les habitants de la Crimée qui ont accepté de quitter l'Ukraine et prêts même à un scénario de zone grise, craignant de devenir des victimes du festin des vainqueurs. Troisièmement, les participants aux mouvements dans le Sud-Est de l'Ukraine n'ont pas été recrutés par Moscou mais ont été éveillés par le Maïdan, sur un processus d'imitation, s'emparant des bâtiments publics et promouvant leur dignité civile. Si les motivations des protestataires du Maïdan ont été reconnues, il devrait en être de même concernant ces agitations dans le Sud-Est du pays qui contestent le nouveau pouvoir qui les considère comme des citoyens de seconde zone. Pour M. Remizov, il ne faut pas sous-estimer la loi de la dynamique révolutionnaire de la société avec une spécificité ukrainienne tenant à l'incapacité de Kiev d'apaiser ces tensions. La politique extérieure de l'Union européenne promeut l'ingérence et l'absence de responsabilité ; la lutte contre la corruption risquerait par exemple de donner le pouvoir à des petits clans féodaux. Si l'Union européenne et la Russie utilisaient une influence responsable, elles pourraient empêcher une confrontation frontale qui risquerait de détruire l'Ukraine et pourraient garantir la stabilité politique, économique, culturelle qui dépend des liens avec la Russie, réalité géopolitique et économique de l'Ukraine. Une solution définitive en Ukraine serait difficile à obtenir par le biais de médiateurs étrangers, les dynamiques révolutionnaires et de conflit ne peuvent pas être arrêtées par un ordre, l'Ukraine doit être laissée en-dehors des tensions dans les relations entre la Russie et l'Occident. Il est alors essentiel de réfléchir à une autre construction des relations entre ces deux parties du monde et à un dialogue fructueux pour obtenir un « win - win ».



Dmytro Vydrin, ancien député, écrivain et journaliste, décrit l'Ukraine comme un objet pris

entre deux étoiles, deux forces d'attraction et de gravitation, alors qu'elle n'y était pas préparée. La visite des ambassadeurs français, allemand, polonais du 21 février a été conclue par la signature d'un mémorandum de crise, feuille de route qui décrivait les étapes nécessaires, le désarmement immédiat des groupes armés comme condition avant toute activité politique, l'évacuation des bâtiments publics et le retour à la Constitution de 2004



où toutes les régions étaient représentées au Parlement afin d'apaiser les tensions. Mais ce mémorandum n'a pas été appliqué et aucun des pays n'a insisté sur sa mise en œuvre, ce qui est assez surprenant car la France et l'Allemagne avaient des moyens de pression et auraient pu permettre l'application de l'accord en moins de 24 heures, éviter les événements de la Crimée, dans le Sud et l'Est de l'Ukraine. La question se pose alors de savoir pourquoi l'Occident n'a pas obligé les élites ukrainiennes à mettre en œuvre le mémorandum signé. M. Vydrin conclut son intervention en montrant qu'il existe deux alternatives concernant la suite des événements en Ukraine en poursuivant sa métaphore, l'objet peut être attiré davantage par l'une des forces ou sera déchiré en deux, mais si les deux forces d'attraction s'unissaient, l'attraction viendrait d'un seul et même côté et l'objet ne serait pas déchiré.

Pat Cox, ancien envoyé spécial du Parlement européen pour l'Ukraine, rappelle que les événements de Maïdan ont commencé en novembre, lors d'un hiver glacial, et les 800 000 protestataires ont bravé le froid par lassitude de la kleptocratie, de la corruption, d'une élite rendant le pays exsangue, mouvement que la propagande a ensuite essayé de faire passer pour antisémite. L'ordre international ne saurait résoudre les événements tragiques qui ont eu lieu en Crimée. Le nouvel ordre reflète une vieille école de pensée des sphères d'influence et chaque fois que des populations russes ethniques ou russophones sont concernées, apparaît le risque que la Russie saisisse ce prétexte pour intervenir. Si l'état actuel de l'Ukraine nécessite une réforme structurelle et pas seulement une injection de fonds, cette dernière est fondamentale puisque l'économie a été détruite par l'ancien gouvernement et que le PIB ukrainien devrait diminuer de 5%, avec une hausse de l'inflation. Le FMI a ainsi accepté de discuter un éventuel prêt de 17 milliards de dollars. Par ailleurs, les

élections du 25 mai sont déjà remises en cause par la Russie, mais également par différents mouvements séparatistes dans tout le pays qui ont annoncé qu'ils souhaitent un Etat fédéral et un référendum sur la République populaire de Donetsk, avec un écho particulier dans d'autres villes renforçant les risques de remise en cause de l'intégrité territoriale ukrainienne, déjà touchée par la Crimée. Les mini mouvements de Maïdan dans le pays montrent alors les faiblesses du processus de Genève, incapable d'atteindre ses objectifs. Le Sud et l'Est de l'Ukraine ont des faiblesses et des ambiguïtés exploitables, avec un chômage élevé - conséquent aux pressions russes - favorable à un climat de protestation, avec le réseau relationnel de l'ancien président Iakoumovitch et avec les intérêts des investisseurs qui se moquent des valeurs et leur préfèrent les bénéfices économiques. L'Ukraine demeure alors un pays fort instable selon M. Cox, sans évolution rapide possible à ses yeux et elle présente même un risque de fragiliser l'intégrité territoriale de ses voisins. M. Cox appelle la Russie à écouter Kiev pour établir le dialogue, en rappelant que plusieurs personnalités du pouvoir en place en Ukraine ont été élues démocratiquement ou font partie d'anciens gouvernements et ont donc une légitimité. Les sanctions prises contre la Russie ont été principalement symboliques et sont des sources d'irritation, mais avec des conséquences profondes dépassant les simples sanctions telles que la fuite des capitaux, la baisse probable des échanges entre la Russie et le reste du monde, une dévaluation des roubles, initiant une période de « stagflation ». L'Union européenne doit de son côté développer un marché énergétique unique, afin d'éviter que l'énergie soit utilisée comme une arme géopolitique qui remettrait en cause l'avenir économique de l'Union.



Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris, vice-président de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, présente la crise de l'Ukraine comme un problème de l'Europe historique et culturelle. L'escalade de la violence peut être comprise comme l'absence de politique réciproque entre l'Union européenne et la Russie, puisqu'il existe uniquement des politiques bilatérales entre les Etats membres et la Russie, alors que tous les six mois est organisée une réunion entre les autorités européennes et russes.

L'inexistence de ces politiques rend impossible une solution à la crise ukrainienne. De plus, la vision européenne de la Russie reste encore celle d'avant 1989, y compris dans le monde académique, et toute conception contraire sera soupçonnée de militantisme en faveur de Poutine. De même, les Etats-Unis ont poussé l'entrée de la Russie dans l'OMC, mais les affaires Magnitski et Snowden ainsi que l'opinion publique ont poussé les parlementaires à



adopter également une conception de la Russie similaire à celle d'avant 1989. Ces visions ont alors ralenti et compliqué la résolution de la crise ukrainienne, marquée par des maladresses des deux côtés, l'impuissance de l'Europe qui s'est calquée sur les Etats-Unis alors que M. Pozzo di Borgo considère que l'Ukraine est l'objet des relations entre l'Union et

la Russie, sans besoin des Etats-Unis. La Russie aurait pu attendre pour obtenir la Crimée par voie diplomatique et dans tous les cas aurait dû respecter les règles du droit international, d'autant plus qu'elle est un membre permanent du Conseil de sécurité chargé d'assurer la bonne application des règles internationales au monde entier. Cependant, l'Ukraine n'a pas à choisir entre la Russie et l'Europe, l'y pousser l'expose à un risque d'escalade et de partition alors que la priorité est le rétablissement économique. Le choix auquel l'Ukraine est confronté est celui de l'opinion publique entre la nostalgie du socialisme et l'économie de marché. Le problème doit être pris de manière plus réaliste.

Thierry Mariani, député de la 11^{ème} circonscription des Français de l'étranger, co-président du Dialogue franco-russe, considère que le dialogue des dernières années entre l'Union européenne et la Russie est extrêmement décevant, notamment concernant le mémorandum de Budapest de 1994 sans aucune volonté politique d'avancer. Il pense que l'Europe devra dire quelles sont ses frontières, comme dans le cas du partenariat oriental conçu pour certains Etats comme un simple partenariat économique lorsque d'autres le perçoivent comme une étape avant l'entrée dans l'Union européenne. Dans le même sens, demeure une impression de deux poids deux mesures puisque certains pays ne voient pas pourquoi ils devraient respecter leurs minorités, comme exigé par le Conseil de l'Europe, quand l'usage du russe en Ukraine est supprimé aussi rapidement. De plus, pour M. Mariani,

certaines responsables politiques d'anciens pays du glacis soviétique entretiennent un esprit de revanche évident, donnant l'impression que la guerre froide n'est pas encore terminée. Ces différentes ambiguïtés et difficultés doivent être levées puisqu'elles sont sources de malentendus.

Concernant la situation politique ukrainienne, il considère qu'elle a connu des pressions russes autant qu'européennes, voire même américaines et qu'elle est issue d'un coup d'Etat, dont on peut comprendre les origines par la lassitude face à la corruption du système et la colère après la répression, mais qui demeure un coup d'Etat renversant un pouvoir élu démocratiquement au lieu d'avoir attendu 2015. A partir du moment où les portes de la légalité sont enfoncées, il n'y a plus aucune raison que d'autres la respectent. La situation est d'autant plus particulière que si le pouvoir exécutif a changé, l'Assemblée est demeurée identique et se pose un problème de logique puisque les mêmes parlementaires soutenant la majorité présidentielle votent aujourd'hui le contraire. Outre l'élection présidentielle du 25 mai, une nouvelle élection législative serait nécessaire puisque si l'Assemblée est légale, se dessinent des interrogations quant à sa légitimité. M. Mariani fait alors partager son pessimisme, l'Union européenne a manqué une opportunité fondamentale fin décembre puisque Poutine s'était alors montré favorable à un dialogue à trois, Russie-Ukraine-Europe, que l'Europe refusa. Les élections prochaines devront amener une légitimité qui n'est pour l'instant pas certaine. De plus, l'Ukraine est un Etat en faillite, les prêts qui lui seront accordés ne seront jamais remboursés et les dirigeants européens peuvent conditionner leurs dons à des critères politiques, en demandant une réconciliation. M. Mariani clôture son intervention en exprimant son souhait que la France se rappelle, lors de la décision sur les sanctions économiques, de ses intérêts de long terme en Russie et du risque de rupture d'un partenariat économique essentiel.



TABLE-RONDE : QUELLES RECOMPOSITIONS AU MOYEN-ORIENT ?



Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de *Russia in Global Affairs*, ouvre la troisième table ronde en évoquant les propos de John Kerry qui évoquait la simplicité et la cohérence du système de la guerre froide, alors que l'époque actuelle est marquée par la multiplicité des acteurs et le bouillonnement au

Moyen-Orient. L'Ukraine est largement secondaire pour les autres régions du monde qui considèrent que d'autres sujets mériteraient davantage l'attention russe et américaine, comme la poursuite de la guerre en Syrie et la stagnation diplomatique.

Vitaly Naoumkin, directeur de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie, présente la Syrie comme une impasse militaire et un pays où il n'existe plus de volonté politique pour arriver à une solution politique et diplomatique. Plusieurs guerres sont menées en Syrie où les groupes armés se multiplient et s'opposent, avec l'arrivée notamment de l'Etat islamique en Irak et au Levant et de djihadistes étrangers. L'opposition syrienne est dans une situation de chaos, la coalition nationale syrienne n'a aucune autorité dans son propre pays et n'a pas de poids et les divergences au sein du Conseil de coopération du Golfe affaiblissent encore l'opposition, permettant à Bachar al-Assad de se maintenir et d'obtenir des victoires locales. L'armée syrienne est très efficace, dispose d'équipements supérieurs, de capacités d'organisation logistique plus importantes, le pays reste organisé, le régime est uni et stable financièrement. Il n'est pas encore possible de parler d'une victoire totale des forces gouvernementales, mais si l'armée continue à libérer les villes une par une, d'ici 2015, Bachar al-Assad pourrait avoir le contrôle de la plus grande partie du territoire syrien, sa progression semble inéluctable sans intervention extérieure. Le soutien occidental se limitant à la fourniture de médicaments et de produits alimentaires, l'envoi d'armements et



d'équipements aux rebelles, sans savoir entre quelles mains ils atterriront, pose le risque d'escalade militaire et d'aggravation de la situation humanitaire, et une partie de l'aide économique est allée aux djihadistes. L'idée des bombardements par avion pourrait ressurgir, mais pour M. Naoumkin cette solution risquerait de provoquer un chaos important sur le territoire syrien, s'étendant au Liban, à la Jordanie, à l'Irak. Des réformes ont été proposées, mais se pose la question de savoir qui les appliquera et celle de la légitimité de Bachar al-Assad s'il est réélu, ce qui est certain. Si les élections ne sont pas reconnues, il pourrait se poser un risque de vide constitutionnel. Les négociations doivent alors être reprises, la Russie ne veut pas soutenir Bachar al-Assad à tout prix et la base de Tartous ne représente pas non plus un intérêt majeur pour Moscou qui ne dispose pas d'intérêt stratégique en Syrie. La Russie ne doit pas être diabolisée, présentée comme un empire du Mal, il faut relativiser et comparer son action à celle d'autres puissances comme les Etats-Unis qui disposent de bases dans le monde entier et ont Guantanamo. M. Naoumkin se positionne en faveur de discussions à Genève, où pourrait participer l'opposition modérée, et de l'organisation d'élections démocratiques avec plusieurs candidats, considérant qu'une solution politique est possible. A l'avenir, est envisageable un statu quo mais la situation des réfugiés est catastrophique.

Alain Marsaud, député de la 10^e circonscription des Français établis hors de France, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, rappelait qu'en juin 2011 il avait déjà prévenu qu'une aire de glaciation pourrait suivre le printemps arabe, deuxième révolution arabe après le nassérisme. Plus qu'une vague de fond démocratique, le printemps arabe a été l'expression de ras-le-bol de jeunes populations inexpérimentées politiquement, mais à la recherche d'un supplément de liberté face à des pouvoirs autocratiques souvent



violents et honnis. Il a été considéré comme une expérience globale mais a en réalité été très spécifique à chaque pays. En Tunisie et en Egypte, les mouvements sont survenus sans intervention extérieure, suite aux abus répétés et intolérables d'un clan au pouvoir, qui ont amené les Tunisiens et les

Egyptiens dans la rue avec de nombreux sursauts depuis lors. Les événements ont différé en

Syrie, en Irak, en Libye où est à l'œuvre un phénomène déstabilisateur et destructeur d'origine occidentale. L'explosion de l'Irak peut être imputée aux Etats-Unis et au Royaume-Uni qui ont déstabilisé en profondeur le pays en remplaçant Saddam Hussein par une autorité chiite qui ne s'exerce que sur un tiers du pays, exposé aux affrontements quotidiens entre chiites et sunnites et aux groupes plus ou moins djihadistes qui ont pris le contrôle de villes. Puis, ce fut au tour de la Libye où une conception occidentale désordonnée et unilatérale des droits de l'Homme a poussé l'Occident à détruire un Etat au motif qu'il fallait en protéger les populations. La responsabilité de la France est éminente, avec le soutien du Royaume-Uni et des Etats-Unis, qui ont détourné voire trahi la résolution de l'ONU au nom de laquelle ils agissaient. Si la Russie s'était montrée moins conciliante, la Libye existerait peut-être encore et ne serait pas divisée en groupes et sous-groupes surarmés qui exportent leurs velléités guerrières et leur armement au Sahel. Kadhafi a été remplacé par une nouvelle dictature de la violence et par quelques mafias guerrières, tandis qu'Aqmi a le champ libre.

La Syrie a alors connu les manifestations à Damas, à Alep, dans tout le pays et les droits de l'Homme se sont réveillés. Mais malgré les interrogations françaises, américaines et britanniques sur une intervention militaire, la Russie et la Chine ont usé leur droit de veto à trois reprises pour empêcher la répétition de l'affaire libyenne, d'autant plus que Bachar al-Assad est un allié russe. L'opposition syrienne est, elle, divisée entre l'armée syrienne libre, à la recherche perpétuelle de leader plus ou moins éclairé et accepté par les Syriens et les Occidentaux, et des groupes violents, de type djihadistes, souvent importés, comme Al-Qaida, Al Nosra, l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) etc., avec la participation d'un certain nombre de jeunes Européens désœuvrés. La France voulait le 31 août dernier bombardier les sites chimiques syriens avant d'être lâchée par les Etats-Unis avec un Congrès hostile. Elle est alors isolée, sans poids lors de Genève II, avec une politique étrangère dominée par les droits de l'Homme, sans vision stratégique, avec une vision manichéenne du monde, des bons sentiments qui ont coûté cher aux populations locales.

Une solution pourrait être le retour de l'Iran sur la scène régionale puisque l'incompréhension entre l'Iran, l'Occident, l'Arabie Saoudite et quelques autres pays a bloqué tout processus de pacification et a surtout entraîné les déchaînements et l'affrontement entre le monde sunnite et le monde chiite. Si l'Iran tient tous ses

engagements, il pourrait devenir un élément stabilisateur. De plus, le temps est sans doute venu que la diplomatie française retrouve aussi le chemin de Moscou. Imaginer la reconstruction du Moyen-Orient sans la Russie, sans son influence et sans sa vision de l'organisation du monde oriental, certes très compliquée, apparaît comme une pure utopie irréaliste et occidentale.

Evgueni Loukianov, secrétaire-adjoint du Conseil de sécurité nationale de la Fédération de Russie, explique que si la Russie a soutenu la résolution en Libye, c'est parce qu'elle pensait qu'il ne s'agissait d'une intervention qu'à ciel ouvert, sans opération terrestre, sans bombardement et elle s'est sentie trompée et trahie. En Syrie, la position russe est claire, même si elle ne plaît pas à tous, la rendant délicate. Ces nations arabes sont composées à 80% de jeunes privés de perspectives sociales et très croyants, mélange particulièrement inflammable. Les conséquences des révolutions arabes seront sur le long terme selon lui - car elles ont amené de nouvelles menaces pour la sécurité internationale -, des zones grises pour la circulation des armes et des groupes armés. La Libye n'est plus un Etat, mais un trou noir doté d'installations anti-aériennes capables de viser un avion civil, les frappes aériennes sur les sites chimiques syriens auraient créé un conflit mondial. En commençant la guerre, il faut penser à la recomposition du monde après, seule condition pour qu'elle soit gagnée, ce à quoi ceux qui ont débuté la guerre contre al-Assad n'ont pas pensé.



La guerre en Syrie, pour M. Loukianov, n'est pas contre les Alaouites mais est dirigée par une internationale djihadiste qui agit et veut renverser un régime légitimement élu, alors qu'al-Assad ne devrait partir que s'il démissionne, décède ou est l'objet d'une motion de défiance. Genève échoue car ne sont pas pris en compte les intérêts de tous les acteurs de la région, mais il faudrait que l'opposition, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Turquie soient des parties prenantes aux discussions dans la mesure où les Etats ont été dessinés sans prendre en compte les peuplements de longue date. Si la Syrie chute, apparaîtront d'autres problèmes comme l'autodétermination kurde qui concerne 50 millions de personnes répartis sur différents territoires, l'obtention de territoires par des structures irrégulières et

des groupes terroristes des armes chimiques qui pourraient se retourner contre le monde dans son ensemble. Il conclut son intervention en remerciant les organisateurs et en montrant que si la Russie peut avoir des points de vue différents, elle n'en demeure pas moins un acteur égal et ne veut plus être marginalisée, même si la guerre froide ne s'est pas terminée comme une guerre classique par un traité de paix mais par la certitude de la part de l'Occident que l'URSS avait perdu.

David Cvach, directeur adjoint du Centre d'analyse, de prospective et de stratégie au sein du ministère des Affaires étrangères et du développement international, se propose de décrire les recompositions au Moyen-Orient et le partenariat possible avec la Russie. De prime abord, les acteurs principaux des événements du Moyen-Orient sont les acteurs locaux, alors qu'il y a quelques années les systèmes politiques semblaient figés et que les acteurs extérieurs dictaient la politique régionale. Par inertie, on continue à parler du jeu des grandes puissances dans cette zone du monde, mais on voit par exemple qu'en Syrie les Occidentaux et les Russes ont entamé des négociations sans impact réel par rapport à la



capacité d'action, d'influence des Saoudiens et des Iraniens s'ils parvenaient à se mettre d'accord. Deuxièmement, face à cette situation, le fatalisme et la résignation doivent être évités puisque s'il existe des domaines où une action extérieure pourrait être contreproductive, des sujets pourraient au contraire

voir une intervention externe comme utile, nécessaire, ce qui ne serait possible que si les intérêts des Etats extérieurs intervenant sont affectés et si une demande locale est émise. Trois sujets réunissent ces conditions. Le dossier nucléaire iranien doit être traité par la communauté internationale, avec le Conseil de sécurité, le 5+1, l'AIEA. De plus, la Syrie et le processus de paix israélo-palestinien se prêtent à une implication internationale puisque les acteurs locaux sont incapables de s'entendre, la situation en Syrie livrée à elle-même n'aboutira pas même à long terme à une stabilisation ou à un accord. Les formes d'action internationale sur ces deux sujets n'ont eu pour l'instant aucun impact sur le terrain du fait du manque de consensus sur la nécessité d'action de la communauté internationale, alors que sans pression internationale sur les deux parties le conflit israélo-palestinien ne pourra

se résoudre, de même pour le conflit syrien qui ne pourra avancer sans cette même pression sur tous les acteurs concernés. Enfin, si aucune avancée n'est enregistrée sur ces trois dossiers, les conséquences pourraient être dramatiques : en Syrie, il se produira une explosion du terrorisme djihadiste, menace sécuritaire forte pour la région, la Russie et l'Occident ; en Iran, en cas d'absence d'accord ou de mauvais accord sur le dossier iranien, le régime de non-prolifération serait affaibli, s'ensuivrait une spirale d'affrontements entre Sunnites et Chiites pouvant absorber une dizaine de pays dans la région ; en cas de blocage ou d'échec des négociations sur le processus de paix, la situation israélo-palestinienne redeviendrait rapidement une priorité. Français et Russes peuvent s'entendre sur le diagnostic de la gravité des crises et la nécessité d'y répondre, mais ces deux pays seront-ils capables, quelles que soient leurs divergences sur le fond et les méthodes, d'être pragmatiques et de définir ensemble les moyens d'avancer sur ces trois sujets stratégiques ?

Jean Glavany, député des Hautes-Pyrénées, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, présente la crise en Syrie comme une confrontation par procuration entre les pays voisins, notamment entre l'Arabie saoudite et l'Iran montrant la fracture sunnisme – chiisme, et comme le principal nœud régional en remplacement du conflit israélo-palestinien. La Syrie est un Etat dévasté, le troisième Etat en pleine décomposition dans la région, après le Liban et l'Irak. Ses frontières s'estompent avec la multiplication des flux d'armes, de combattants et de réfugiés, spécifiquement avec la Turquie, l'Irak (l'EIL qui contrôle la frontière des deux côtés et dispose d'une continuité territoriale), le Liban où les tensions et les actes terroristes augmentent. La Syrie est alors un pays divisé entre les zones contrôlées par le régime, celles par les différents groupes armés d'opposition, les zones kurdes qui s'autonomisent au nord et les espaces sous influence turque. La dimension confessionnelle est particulièrement inquiétante, à l'instar de l'Irak et du Liban, l'identité confessionnelle étant avant tout une identité de crise, qui complique encore la réponse aux problèmes de fond des « révolutions arabes ». Le régime parvient à reconquérir des zones, mais sans victoire franche, et la Syrie devient un nouveau « trou noir » régional : un théâtre de confrontation entre puissances



antagonistes, et un aimant pour des djihadistes du monde entier venant poser la question de l'équilibre régional dans un contexte de redéfinition des identités et de l'espace politique. La crise syrienne est entrée dans une troisième phase, celle de conflit régional par contagion, après avoir été une « révolution arabe » et une guerre civile. La dimension régionale croissante du conflit semble avoir été sous-estimée au vu du soutien massif de l'Iran et du Hezbollah libanais au côté du régime (sans la Syrie il n'y a plus de « croissant chiite ») et de l'aide apportée par l'Arabie saoudite, le Qatar ou encore la Turquie à différents groupes d'opposition pour contrer la menace iranienne. La Syrie est devenue le théâtre d'un affrontement par procuration en partie entre le sunnisme et le chiisme, mais pas uniquement et également entre des puissances régionales. L'antagonisme est principalement de nature géopolitique et remonte à la compétition entre l'ancienne Mésopotamie et l'empire perse. De plus, il est difficile de parler d'un bloc sunnite face à un croissant chiite du fait des divergences internes aux Sunnites, comme sur l'Égypte entre l'Arabie saoudite et le Qatar, ou comme sur le dossier iranien puisque la Turquie se rapproche de l'Iran, le Koweït cherche une politique d'équilibre et le Bahreïn considère l'Iran comme une menace existentielle. Par ailleurs, les rapports entre les populations chiïtes locales et les pouvoirs sunnites sont variables. L'antagonisme profond entre l'Arabie saoudite et l'Iran est devenu le « dossier maître » au plan régional, loin devant le conflit israélo-palestinien, et conditionne, dans une large mesure, l'avenir de la région. Une détente nécessiterait au préalable la résolution de la question du programme nucléaire iranien.

L'accord intérimaire sur ce dernier a ouvert une nouvelle phase, au mois de novembre dernier. Il prévoit un gel des activités les plus problématiques du programme iranien, en contrepartie d'une suspension temporaire et réversible d'une partie des sanctions américaines et européennes. Sans régler le problème, cet accord ouvre une fenêtre pour négocier un accord de long terme sur le nucléaire iranien qui devrait plaire aux Iraniens, au Congrès américain qui y est hostile, aux Israéliens très préoccupés et aux Saoudiens qui défendent une position maximaliste. Un tel accord pourrait conduire à une certaine normalisation des rapports entre l'Iran, les puissances occidentales et les puissances régionales, voire à un apaisement de la confrontation entre l'Arabie saoudite et l'Iran qui pourraient parrainer conjointement un processus politique et une désescalade en Syrie, à l'instar de l'accord au Liban qui a stabilisé le pays. Cependant, il est difficile de prévoir si un

apaisement régional est réellement possible, s'il serait conforme aux intérêts internes saoudiens et iraniens, et si une telle mécanique est envisageable. Les Etats occidentaux ont, quant à eux, refusé de lier la question du nucléaire avec les dossiers régionaux et d'accepter un accord plus souple si l'Iran accordait des concessions en Syrie. Toutefois, le président Rohani a déclaré vouloir une « interaction plus constructive avec le monde », seul un accord durable et crédible sur le nucléaire iranien permettrait d'apaiser les tensions régionales et dans un second temps seulement pourraient être abordés les sujets régionaux avec l'Iran.

TABLE-RONDE : L'AVENIR DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE RUSSE ET LES COOPÉRATIONS AVEC LA FRANCE ?

Ekaterina Trofimova, première vice-présidente de Gazprombank, propose une table ronde sous forme de discussion et de questions, rappelant la nature cruciale de l'énergie pour la Russie, son économie, son développement, sa société avec une coopération avec la France présentée comme essentielle. Elle



demande aux participants leur avis sur les facteurs principaux qui détermineront la dynamique de l'offre et de la demande sur le marché de l'énergie dans une perspective à moyen terme, sur le rôle de la Russie sur le marché de l'énergie à l'avenir et sur celui de la France dans ce processus.

Jacques de Boisséson, directeur général de Total Exploration & Production Russie, présente la situation de l'offre et de la demande dans le gaz et le pétrole comme tendue sur le long



terme. Il ne pense pas que l'offre parviendra à satisfaire la demande ou à la dépasser à court ou moyen terme. Toutes les formes de pétrole, de gaz, d'énergie seront nécessaires pour boucler les équilibres. Dans ce contexte, la Russie, premier producteur mondial d'hydrocarbures, occupe une place

essentielle mais elle doit faire face à des difficultés d'extraction de ses ressources moins accessibles (offshore, pétrole moins conventionnel) et elle devra alors faire appel à des investissements étrangers et présenter des incitations fiscales aux investisseurs. Le secteur pétrolier et gazier russe est extrêmement développé depuis les années 1960 et dispose de fortes compétences, comme la production en zone arctique, mais d'autres ne sont pas encore acquises, certains projets d'exploitation se révélant intensifs en capital et faisant appel à des technologies de pointe, parfois encore en développement. Les Russes peuvent donc avoir besoin de certaines compétences, ce qui mène à des partenariats dans lesquels le partenaire étranger met à disposition sa technologie et le partenaire russe sa capacité à travailler dans des environnements spécifiques. Ces partenariats reposent sur la confiance, mais également sur l'alignement des stratégies des deux partenaires afin d'avoir un intérêt commun et sur la responsabilité des actions entreprises, autant d'éléments qui devraient être repris par les diplomates et les personnalités politiques. La Russie présente une des combinaisons les plus attractives au monde avec des réserves considérables et des conditions d'investissement favorables créées par la Russie (parmi les 10 premières réserves mondiales, seuls 2 ou 3 pays sont véritablement ouverts aux investissements étrangers). Le monde aura besoin du pétrole russe et de plus en plus non conventionnel, justifiant des projets de longue durée de plusieurs dizaines d'années en dépit des événements politiques, eux sur le court terme.

Vincent Pringault, co-directeur du centre franco-russe pour l'efficacité énergétique, considère également que la tension entre l'offre et la demande concernant l'énergie restera importante pour les prochaines années, malgré la crise de 2008 qui a ralenti la hausse de la demande sur le marché européen. La Russie est souvent présentée comme un géant de l'énergie du fait de ses réserves et de ses productions, mais elle est un géant aux pieds d'argile puisqu'elle consomme les deux tiers de son gaz sur son marché domestique et qu'elle brûle entre 20 et 40 milliards de mètres cubes par an de gaz associé à l'exploitation du pétrole. Un potentiel considérable de ressources



énergétiques est donc consommé de manière anormale avec un potentiel d'efficacité énergétique estimé à 45% ; l'améliorer permettrait de libérer des ressources pour l'export, ainsi que de moderniser l'industrie russe de l'énergie. La Russie a également des techniques d'extraction du pétrole dont le taux est significativement inférieur à ce qu'il pourrait être. De nombreuses technologies pourraient alors être développées pour améliorer le taux de récupération des ressources ou leur sauvegarde pour satisfaire les besoins de l'énergie. L'efficacité énergétique est un sujet pur de coopération pouvant être traité par les partenariats et être l'objet de projets entre des patrons industriels et des prestataires, parfois internationaux. Si les importateurs d'énergie ont des intérêts évidents à améliorer leur efficacité énergétique pour alléger les coûts, la question semble moins primordiale pour les exportateurs, notamment la Russie qui s'y intéresse tardivement, au début des années 2000, pour la compétitivité de l'industrie russe. La Russie consomme deux à trois fois plus d'énergie que la moyenne des pays de l'OCDE et devrait mettre en place de nouvelles mesures dans les différents secteurs consommateurs (production, transport, services publics etc.). La politique se développe plus lentement, mais de nombreux projets pilotes sont des succès avec des réductions de 20 à 30% de la consommation énergétique sur certains processus industriels. Dans ce contexte de recherche d'efficacité énergétique, M. Pringault souligne l'intérêt des alliances climatiques puisque le protocole de Kyoto a été ratifié par l'Union européenne et la Russie, troisième émetteur des gaz à effet de serre, dont la ratification était nécessaire pour que le protocole entre en vigueur. La coopération avec la Russie dans le domaine énergétique et climatique est très importante, notamment avec la conférence à Paris de 2015 chargée de préparer le protocole qui succèdera à celui de Kyoto.

Svetlana Tchoupcheva, directrice des programmes au sein de l'Agence des initiatives



stratégiques, pense que la position de la Russie dans le domaine de l'énergie restera stable et que la dynamique de la demande et de l'offre dépendra de la dynamique du développement de l'économie russe et des pays importateurs de l'énergie. Le gouvernement russe prend le maximum de mesures

pour alléger les procédures pour les investisseurs russes et étrangers. De nombreuses réformes ont déjà été entreprises pour rendre les règles du jeu plus transparentes pour les consommateurs, les investisseurs, expliquant l'amélioration de la notation de la Russie dans « Doing business », passant de la 120^{ème} place en 2011 à la 93^{ème} place en 2012. Les réformes se poursuivent dans le secteur de l'énergie, avec une participation active des pouvoirs publics et des opérateurs, et avec un dialogue actif entre les investisseurs et l'Etat sur leurs attentes et leurs problèmes. Les relations bilatérales avec la France joueront un rôle clé et la Russie se rapproche également de la Chine. Pour Mme Tchoupcheva, pour attirer les investissements internes et étrangers, il est essentiel d'améliorer le climat des affaires, ce qui passe par un inventaire des pratiques dans les autres pays et des problèmes que peuvent rencontrer les entrepreneurs en Russie afin de créer des conditions claires et transparentes favorables au business dans l'ensemble de la Russie. 11 feuilles de routes ont alors été créées avec les objectifs à atteindre, les moyens à employer et les résultats attendus, accordant la priorité à l'allégement des délais, des procédures, des coûts, etc. Le même travail est lancé au niveau régional avec 15 exigences minimales pour attirer les investisseurs, avec le développement d'une stratégie régionale de développement économique ouverte et publique, des conditions, des garanties, des facilités.

Sergueï Novikov, directeur de la communication de Rosatom, aborde d'abord les modifications dans le programme nucléaire, suite à l'accident de Fukushima. Cependant, 320 Gigawatts supplémentaires de puissance nucléaire devraient voir le jour d'ici 2030, avec une grande partie concernant la Chine où 28 centrales sont en construction, 7 en Russie, 2 en France. L'énergie nucléaire rapproche par ailleurs la France et la Russie qui développent ces technologies et des projets communs avec des pays tiers, notamment avec les entreprises françaises d'Areva, EDF, Alstom et le Rosatom russe et une coopération plus large entre le CEA français et le Rosatom pour accélérer l'acquisition de technologies. L'énergie nucléaire est l'avenir de l'énergie, avec des exigences supplémentaires de sécurité dont les coûts représentent plus de 60% du budget de construction d'une centrale. Il conclut en soulignant que pour lui la diversification peut avoir



lieu au détriment de la sécurité et être invoquée pour justifier certains projets peu rigoureux.

Konstantin Simonov, directeur de la Fondation pour la sécurité énergétique nationale, considère que les marchés changent mais que les pronostics ne doivent pas être précipités et qu'aucune structure dans le monde n'est capable d'émettre des prévisions fiables. La diversification est un sujet très à la mode et est jugée comme essentielle, mais selon lui quand la diversification devient un objectif en soi, une religion, en mettant de côté tous les calculs économiques, elle devient périlleuse. Ainsi, 80% des capacités de gaz naturel liquéfié ne sont pas utilisés et on continue de construire des terminaux de gaz naturel liquéfié, le gaz consommé affiche alors un prix supérieur au gaz russe et cette consommation est justifiée par la nature de l'objectif affiché de diversification. Des motivations politiques poussent à des prises de décisions économiques non justifiées. De même, l'achat de gaz de schiste américain expose les acheteurs au risque de volatilité du marché du gaz américain, sans garantie de long terme quant à la réception de la marchandise, entraînant de lourdes conséquences pour les consommateurs. Le transport du pétrole doit prendre en compte les schémas logistiques, il n'est pas intéressant d'envoyer le pétrole par gazoduc vers la Chine face à la consommation européenne. Il existe donc des limites à la diversification. Celle-ci peut être bénéfique, mais elle doit prendre en compte les considérations économiques. M. Simonov conclut en affichant ses préoccupations personnelles quant à la prise en compte des pronostics qui peuvent ne pas se réaliser et créer des difficultés. Par exemple, les Etats-Unis en développant l'exploitation de leur gaz de schiste, ont interrompu leurs importations de gaz conventionnel qatari, désormais destiné au marché européen. Avant de prendre une décision à long terme et de casser les schémas existants, il est nécessaire de s'intéresser à des calculs économiques simples.

DISCOURS DE CLÔTURE

Christophe de Margerie, Président Directeur Général de TOTAL, co-président du Conseil économique France-Russie de la CCIFR, remercie les organisateurs de ce colloque. Il souhaite interpeller les participants sur les signaux faibles et l'importance de l'économie dans la politique. Selon lui, un chef d'entreprise ne doit pas faire de politique même s'il en a le droit, bien qu'il sera nécessairement amené à en faire et a des responsabilités dans les relations entre deux pays. Les événements en Ukraine sont dramatiques, mais un repli du secteur économique s'avèrerait encore plus dramatique et les acteurs économiques doivent sauvegarder les forces des relations bilatérales en maintenant leurs échanges et leurs activités qui ont une dimension sociale et sociétale. Le seul parti pris de ces acteurs devrait être celui du développement conjoint. La guerre froide n'est pas nécessaire, l'Ouest et l'Est ne sont plus des réalités et si les visions sont différentes, les explications et discussions sont essentielles afin de ne pas ruiner en quelques mois la bataille de la confiance menée depuis plusieurs années. ■



Compte-rendu rédigé par Agathe Piquet

Assistante de recherche à l'IRIS.



Photos : Cyril Bailleul

© IRIS

TOUS DROITS RESERVES

Ce compte-rendu n'est pas une reprise in extenso des propos.

Seuls comptent les propos effectivement tenus par les différents intervenants.

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info